

**LA VALETTE DU VAR**

Le France Bat M  
ZAC Valgora

83160 LA VALETTE DU VAR

Tél : +33684707587

Mél : olivier.blasco@bureauveritas.com

N° affaire : 21821644\_1-99JR XK7

**Mission** : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

**Opération :**

**Opération** : Création d'un magasin munitions  
régimentaire

QUARTIER LECOCQ  
83600 FREJUS

**Destinataire :**

SID DRAGUIGNAN

FABIENNE LELAY

Quartier Bonaparte, BP 400


83007 DRAGUIGNAN

**Plan Général de Coordination**

# P.G.C.

**Opération de catégorie : 2**



Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
06/06/2024	Rev0	PGC PHASE AVANT PROJET	Olivier BLASCO
07/06/2024	Rev1	PGC PHASE AVANT PROJET	Olivier BLASCO 

## SOMMAIRE

<b>0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION .....</b>	<b>4</b>
<b>1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION .....</b>	<b>7</b>
<b>1.1. Présentation du projet .....</b>	<b>7</b>
1.1.1. Objet de l'opération .....	7
1.1.2. Mode de consultation des entreprises .....	7
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier .....	7
1.1.4. Démarche environnementale .....	7
1.1.5. Prévision du nombre de lots .....	8
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier .....	8
<b>1.2. Présentation des intervenants .....</b>	<b>8</b>
<b>2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS .....</b>	<b>10</b>
<b>2.1. Principe des séquences d'interventions .....</b>	<b>10</b>
<b>2.2. Inspections Communes .....</b>	<b>10</b>
<b>2.3. PPSPS .....</b>	<b>10</b>
2.3.1. Pénalités .....	11
<b>2.4. Sous-traitance .....</b>	<b>11</b>
2.4.1. Déclaration des sous-traitants .....	11
2.4.2. Transmission du PGC .....	11
2.4.3. Obligation du sous-traitant .....	11
<b>2.5. Intérimaires .....</b>	<b>11</b>
<b>2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur » .....</b>	<b>12</b>
<b>2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1 .....</b>	<b>12</b>
<b>2.8. Protections individuelles .....</b>	<b>12</b>
<b>2.9. Modalité d'accueil des salariés .....</b>	<b>12</b>
<b>2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers .....</b>	<b>13</b>
<b>3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE .....</b>	<b>14</b>
<b>3.1. Accès au site et réseaux provisoires .....</b>	<b>14</b>
<b>3.2. Emprise de chantier .....</b>	<b>15</b>
3.2.1. Clôture et portail .....	15
3.2.2. Accès .....	15
3.2.3. Circulations .....	16
3.2.4. Signalisation .....	17
3.2.5. Stationnements .....	17
3.2.6. Stockage .....	17
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie) .....	18
3.2.8. Cantonnements et entretien .....	19
<b>3.3. Nettoyages (hors cantonnement) .....</b>	<b>20</b>
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier .....	20
3.3.2. Plan d'installation de chantier .....	20
<b>3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier .....</b>	<b>21</b>
<b>4. MESURES DE COORDINATION SPS .....</b>	<b>22</b>
<b>4.1. Définition des séquences d'interventions .....</b>	<b>22</b>
<b>4.2. Analyse de risques .....</b>	<b>25</b>
<b>4.3. Co-activités et protections collectives .....</b>	<b>37</b>
4.3.1. Organisation de la sécurité collective .....	37
4.3.2. Déplacement de protection collective .....	39
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise .....	40
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles .....	40
<b>4.4. Equipement de levage .....</b>	<b>40</b>
4.4.1. Autorisation de survol .....	40
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention .....	40
<b>4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site .....</b>	<b>40</b>

4.5.1. Approvisionnements et stockage .....	40
4.5.2. Travaux superposés .....	41
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux .....	41
4.5.4. Protection contre le bruit .....	41
4.5.5. Protection contre l'incendie .....	41
4.5.6. Travaux en hauteur .....	41
4.5.7. Echafaudage, tour escalier .....	42
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins .....	42
<b>4.6. Moyens communs .....</b>	<b>43</b>
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur .....	43
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier .....	43
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels .....	43
4.6.4. Protection des accès – Auvents .....	43
<b>4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets .....</b>	<b>43</b>
<b>5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER .....</b>	<b>44</b>
<b>5.1. Stockages sur le chantier .....</b>	<b>44</b>
<b>5.2. Nettoyage .....</b>	<b>44</b>
<b>5.3. Enlèvement des déchets .....</b>	<b>44</b>
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires .....	44
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés .....	45
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise .....	45
<b>6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION .....</b>	<b>46</b>
<b>6.1. Déclarations particulières .....</b>	<b>46</b>
<b>6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération .....</b>	<b>49</b>
<b>6.3. Risques par rapport à un chantier voisin .....</b>	<b>49</b>
<b>6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure .....</b>	<b>49</b>
<b>6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu .....</b>	<b>49</b>
<b>6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages .....</b>	<b>50</b>
<b>6.7. Cas particulier .....</b>	<b>50</b>
<b>7. ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>51</b>
<b>7.1. Téléphone de secours .....</b>	<b>51</b>
<b>7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) .....</b>	<b>51</b>
<b>7.3. Travail isolé .....</b>	<b>51</b>
<b>7.4. Procédure d'organisation des secours .....</b>	<b>51</b>
<b>7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident .....</b>	<b>51</b>
<b>7.6. Point de rencontre secours .....</b>	<b>51</b>
<b>7.7. Modèle de fiche de secours .....</b>	<b>52</b>
<b>ANNEXES AU P.G.C. ....</b>	<b>53</b>

## 0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

**Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.**

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- des documents en phase AVP transmis par le MOE en date du 22/05/2024.
- diagnostic amiante Référence du rapport : 19028101/S3.5.2.R, Rédigé le : 20/07/2023 par BVE: **Sans Amiante.**

#### **Modalités de coopération et de communication avec le CSPS :**

##### **- Visite préalable d'inspection commune et PPSPS**

Le Coordonnateur SPS est tenu de procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une Inspection Commune, au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

A cette fin chaque entreprise intervenante se mettra impérativement en rapport avec le **Coordonnateur CSPS** au moins 8 jours avant le début de son intervention afin de convenir d'un rendez-vous sur chantier pour procéder à cette inspection commune.

Tout manquement à cette disposition implique l'arrêt immédiat et sans autre préavis de travaux qui auraient commencés et qui présenteraient des risques particuliers pour les salariés de l'entreprise ou d'autres intervenants.

Les entreprises se présentent à la VIC avec une ébauche de leur PPSPS qui est mis à jour à l'issue de la VIC.

Ce PPSPS est transmis par courriel au CSPS pour que celui-ci soit harmonisé

##### **- Intérimaires :**

Toute entreprise qui emploie du personnel intérimaire s'assure de l'aptitude des travailleurs à effectuer les travaux qui lui sont confiés d'une part et veille à la formation à la sécurité de ce personnel qui reste soumis à l'autorité hiérarchique de l'entreprise qui a recours à l'emploi d'intérimaires.

Quoi qu'il en soit, chaque travailleur intérimaire intervenant dans le chantier a, au préalable, été accueilli par le responsable de l'entreprise avec lequel, il fait sa visite d'accueil.

##### **- Nota :**

En cas de constatation de sous-traitance non déclarée, il appartient au Maître d'Ouvrage de définir dans les plus brefs délais de l'attitude à tenir à l'égard de cette entreprise. La liste des entreprises intervenantes est en tout état de cause à produire par le Maître d'Ouvrage.

En cas de danger grave et imminent sur le chantier, lorsque, malgré l'information du maître d'œuvre et du

maître d'ouvrage, les mesures nécessaires ne sont pas prises par les entreprises, le coordonnateur se réserve la possibilité d'en informer l'inspecteur ou le contrôleur du travail.

# 1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

## 1.1. Présentation du projet

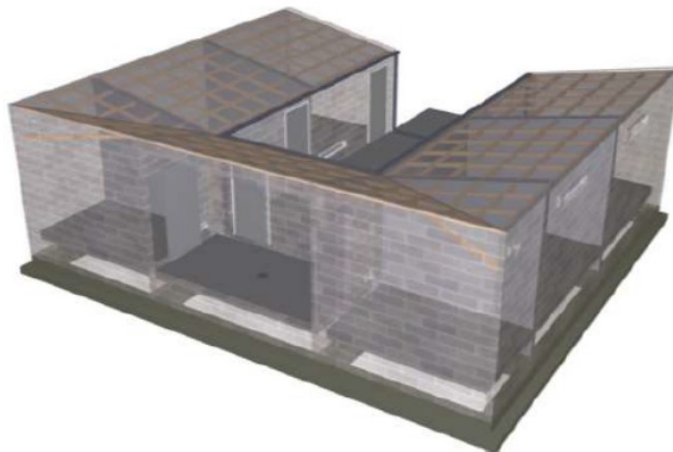
### 1.1.1. Objet de l'opération

L'objectif de cette opération concerne la construction d'un magasin à munitions régimentaire de type II au sein du quartier Lecocq.

Le projet se situe sur le site du Quartier LE COCQ (21e RIMA), à Fréjus, dans le département du Var. La zone d'activité militaire, d'une superficie de 79 hectares, est située au Nord de la route départementale 4, en entrée de ville.

L'expression de besoin concerne un Magasin de type 2 standardisé comprenant :

- 4 cellules en bloc de béton pour le stockage des munitions de DR 1.3 et 1.4 ;
- 1 cellule en bloc de béton, ouverte sur l'extérieure, faisant office de local d'appoint ;
- 1 local pour les emballages et 1 local pour les déchets ;
- Les Voiries et Réseaux Divers associés au magasin ;
- Le défrichage d'une zone élargie de 1 400m<sup>2</sup> à clôturer intégrant le périmètre de protection nécessaire (Absence de présence humaine ou d'ouvrage).



### 1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de passation des marchés : Entreprises titulaires de lots avec possibles sous traitants

Type de marchés : publics

### 1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 2 février 2026

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 13

Phasage des travaux: Voir planning

### 1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur

expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

Par principe, chaque entreprise est tenue de :

- limiter les nuisances et les risques sanitaires causés aux riverains,
- limiter les risques pour la santé et la sécurité du personnel de chantier,
- limiter les pollutions de proximité,
- limiter la quantité de déchets mis en décharge et maîtriser leur traitement.

#### Biodiversité :

Il a déjà été identifié plusieurs stations de l'espèce protégée *Séraphia neglecta* située sur la zone du projet du magasin de munitions.

Ces stations sont prises en compte dans le cadre de l'implantation de celui-ci et **seront protégées pendant la phase travaux.**

### 1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : Le marché de travaux est réalisé en corps d'état séparés:

- Lot1 : VRD / Terrassement
- Lot 2 : GO/TCE
- Lot 3 : Anti-intrusion (SECPRO) – Accord cadre

### 1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : Effectif de 20 personnes max  
Chantier de catégorie 2 > 500 H/J

## 1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	SID DRAGUIGNAN	Quartier Bonaparte, BP 400 83007 DRAGUIGNAN	fabienne.lelay@intradef.gouv.fr	FABIENNE LELAY
Maîtrise d'œuvre	SID PMO DE DRAGUIGNAN	QUARTIER BONAPARTE BP 400 83007 DRAGUIGNAN CEDEX	06 70 60 33 10 jean-guy.dupont@intradef.gouv.fr	JEAN-GUY DUPONT
OPPBTP	OPPBTP 83 EST	18990, ROUTE DE ST BERNARD 06220 VALLAURIS	vallauris@oppbtp.fr	CONTACT
CARSAT	CARSAT 83 EST	RUE EMILE OLLIVIER 83082 TOULON CEDEX	josselin.fortune@carsat-sudest.fr	JOSEPH FORTUNE



<b>Activité</b>	<b>Entreprise</b>	<b>Adresse</b>	<b>Média diffusion</b>	<b>Interlocuteur</b>
Inspection du travail	Inspection générale du travail dans les armées	Antenne de Toulon BP942  83800 TOULON CEDEX 09	cga-ita-toulon.secretaire.fct@intra.def.gouv.fr	PATRICK CHEVALIER
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS FREJUS	32 Allée Sebastien Vauban ZA Capitou Pôle BTP Emile Donat  83600 FREJUS	0684707587 olivier.blasco@bureauveritas.com	OLIVIER BLASCO

Liste complète des entreprises en pièce jointe

## 2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

### 2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

### 2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

**Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :**

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

### 2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

### **2.3.1. Pénalités**

Suivant pièces écrites

Se conformer aux pièces écrites du marché.

## **2.4. Sous-traitance**

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

### **2.4.1. Déclaration des sous-traitants**

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

### **2.4.2. Transmission du PGC**

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

### **2.4.3. Obligation du sous-traitant**

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

## **2.5. Intérimaires**

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

## 2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

## 2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

## 2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

## 2.9. Modalité d'accueil des salariés

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

### Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

**D.U.E.** (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

**Contrat d'intérim** si pas de DUE,

**Déclaration de détachement** pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

**Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.**

## **2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers**

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

### 3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

#### Contraintes d'environnement de site

**Présence d'amiante dans les existants**

Sans objet

**Présence de plomb dans les existants**

Sans objet

**Présence de silice dans les existants**

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

#### 3.1. Accès au site et réseaux provisoires

##### 1) RESEAUX PROVISOIRES

Conformément à l'article L 4532-18 du Code du Travail lorsque le montant des travaux est supérieur à 762 000 euros TTC, le Maître d'Ouvrage doit avant toute intervention des entrepreneurs et sous traitants prendre à sa charge les dispositions nécessaires pour faire exécuter les travaux préparatoires suivants :

- Voies d'accès au chantier et cantonnements
- Raccordement au réseau d'eau potable et distribution électrique en limite de chantier.
- Évacuation au réseau des EP et EU en limite de chantier.

A charge de l'entreprise générale, les installations suivantes à partir des réseaux laissés en attente de limite de chantier :

- Les raccordements eau, assainissement et électricité pour les installations de chantier,
- La mise en place et la maintenance du tableau général de chantier (TGBT).

Ces installations seront effectuées pendant la période de préparation.

##### 2) ACCES CHANTIER

L'accès au chantier se fera directement par la voirie existante traversant le Quartier LE COCQ.

Prendre en compte les fortes contraintes d'accès au Quartier LE COCQ et aux modalités imposées par l'exploitant.

Toutes les dispositions seront prises pour assurer la sécurité des utilisateurs ainsi que les contraintes d'approvisionnements.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers fluides nécessaires sont à la charge de l'entreprise de GO, y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

L'accès au chantier est réservé aux entreprises agréées par le Maître d'ouvrage et aux personnes habilitées au sens de la législation du travail.

La liste nominative du personnel participant au chantier est établie et tenue à jour, sur le chantier, par chaque entreprise y compris les entreprises sous-traitantes.

L'installation électrique provisoire du chantier est réalisée par du personnel habilité.

Celle-ci est vérifiée par un organisme agréé.

A partir du point de livraison, l'entreprise désignée (voir tableau d'affectation des tâches), doit réaliser l'installation électrique provisoire du chantier qui comprend de façon distincte :

- Les installations électriques nécessaires à l'alimentation des appareils de levage, ...
- Les installations électriques pour les besoins des cantonnements,
- Les armoires, coffrets électriques et réseaux électriques de distribution du chantier.
- Eclairage du chantier :
- L'éclairage devra permettre la circulation sur tout le chantier et ses abords.

Niveaux d'éclairage :

- 40 lux pour les zones et voies de circulation,
- 120lux pour les réfectoires, les vestiaires et sanitaires,
- 100 lux pour les postes de travail.

## 3.2. Emprise de chantier

### 3.2.1. Clôture et portail

Une zone de cantonnements / stockage sera mise en œuvre sur l'emprise du projet.

Cette zone sera parfaitement clôturée et hermétique.

L'emprise du chantier sera aussi clôturée et hermétique par rapport à l'activité du régiment.

Une clôture de chantier sera mise en place par l'entreprise générale pendant la phase de préparation, pour éviter toute intrusion des tiers ainsi que les divers panneaux réglementaires (port du casque obligatoire, chantier interdit au public, ...).

Ces clôtures devront être solidement reliées entre elles et parfaitement stabilisées..

La clôture sera réalisée par des éléments d'une hauteur de 2 m minimum.

L'entretien des clôtures sera à la charge de l'entreprise générale et elles seront maintenues en place jusqu'à la réception.

### 3.2.2. Accès

#### Contrôle d'accès:

L'accès sera obligatoirement effectué par l'entrée principale du régiment avec contrôle au poste d'accueil et de filtrage pour tous les intervenants à chaque entrée et sortie.

Les personnels affectés sur cette opération n'auront pas les accréditations pour se rendre dans les autres zones de la Base et plus généralement, ils devront strictement respecter les consignes de sécurité du site.

L'ensemble des personnels affectés au chantier devront détenir une autorisation d'accès de la délivrée part de l'officier sécurité du régiment.

Les entreprises devront adresser au représentant de la Maîtrise d'Ouvrage les Fiches de contrôle primaire (CPR) renseignées de leurs personnels au minimum 2 mois avant leur intervention.

Il faudra ainsi envoyer les pièces suivantes à l'adresse électronique: [jean-marie1.durimel@intradef.gouv.fr](mailto:jean-marie1.durimel@intradef.gouv.fr)

- La demande de contrôle élémentaire au format PDF modifiable ET au format PDF scanné et signé de l'intéressé.

- Pièce d'identité (carte de séjour en cours de validité pour les étrangers)

Pour le véhicule :

- Carte grise
- Assurance du véhicule

En cas d'avis réservé, restreint ou défavorable du contrôle primaire (CPR), le personnel peut se voir refuser l'accès sur les sites militaires sur simple décision de l'officier sécurité du site.

Pour des raisons de confidentialité, l'administration militaire n'est pas tenue de justifier sa décision.

L'entreprise est tenue de respecter la décision du chef de site et, le cas échéant, de remplacer son personnel sans pouvoir justifier de frais ou délais supplémentaires.

Les entrepreneurs devront assurer la fermeture des accès du chantier et des installations communes, l'extinction des feux et la mise hors tension des matériels électriques du chantier.

La liste du personnel présent sur site, y compris sous-traitants ou indépendants, devra être tenue à jour sur un registre de présence, par chaque entreprise, et à disposition des organismes de prévention pour contrôle.

L'entreprise ne doit pas, par la non prise en compte des conditions d'accès, générer un risque sur l'environnement et à l'activité du régiment.

Notamment, l'accès au chantier doit être maintenu accessible aux services de secours pendant toute la durée de l'opération et ceci depuis le réseau routier principal, jusqu'au poste de travail en tout point du chantier : (véhicules, personnel muni de civière ...).

Les accès sont portés sur le plan d'installation de chantier (voie de circulation, parking).

### **Livraisons:**

Avant 07H30.

Créneaux à éviter 07H30-08H30

Accès à la base fermés le lundi matin de 08H15 à 09H45.

Prestataires de services et livreurs autorisés par accompagnement par l'entreprise titulaire (si non autorisé et en l'absence de CPR).

Travaux le Vendredi après midi et le Samedi matin sous accord de l'officier de sécurité du 21° RIMA.

### **3.2.3. Circulations**

La signalisation et limites de vitesse du régiment seront strictement respectées.

La circulation des engins sera obligatoirement effectuée au pas notamment entre les zones de stockages tampons de la base de vie et la zone de chantier.

Les consignes et mesures du plan de prévention rédigé entre le service sécurité de la base et les entreprises extérieures seront strictement respectées.

#### 1) Consignes générales de circulation :

##### Les obligations :

- Respecter les prescriptions du code de la route et la signalétique de la base.
- Priorité absolue aux véhicules de secours,
- N'accepter de conduire un engin qu'avec une autorisation de l'employeur correspondante,
- Guider les véhicules pour les manœuvres en marche arrière.

##### Les interdictions :

- Interdiction de reculer en bord de fouille et crête de talus si absence de matérialisation,
- Interdiction de stationner sur les voies de circulation.

##### Équipement des engins :

Tous les camions affectés au transport des matériaux devront être équipés de feux et d'avertisseur sonore de recul.

##### A noter :

Toutes les tranchées ouvertes devront être nettement délimitées et visiblement signalées par l'entreprise ayant réalisée ces tranchées (la rubalise est à proscrire) y compris regards, chambres de tirage...

Les zones de stockage seront à respecter afin de ne pas empiéter sur les voies de circulation piétonne ou sur les pistes de chantier.

Les circulations piétonnes seront aménagées et entretenues par l'entreprise désignée pour accéder aux différents niveaux de plate-forme.

#### 2) Circulations verticales :

- Restriction sur l'utilisation d'échelles pour franchir des hauteurs > 3 m et pour un usage ponctuel. L'usage des échelles ne sera toléré qu'en phase provisoire pour l'accès à un niveau inférieur à 3.00 m. Leur implantation sera adaptée à l'environnement immédiat (conditions d'accès, hauteur à graver + 1 m de dépassement). Elles seront attachées en point haut de façon à ne pouvoir ni basculer, ni glisser.
- Au-delà de 3.00 m la mise en place de tours d'escaliers provisoire sera mise en oeuvre.
- Dès que possible, à l'avancement du chantier, la mise en place des accès ou des escaliers définitifs sera



effectué (niveau par niveau).

### 3) Circulations horizontales :

L'entreprise désignée. devra, au plus tôt et pour l'intervention des autres lots, une plate-forme en périphérie du bâtiment, plane, propre et stable devant permettre à ces lots la mise en place du matériel l'élévation du personnel ou d'échafaudage.

Les circulations dans les bâtiments et au pourtour devront être nettoyées à l'avancement.

## 3.2.4. Signalisation

L'entreprise du lot GO assurera un fléchage de l'itinéraire d'accès au chantier depuis l'entrée principale de la base.

Pour les livraisons, l'entreprise du lot GO assurera la signalisation et la matérialisation d'une zone d'attente à l'extérieure de la base.

Les consignes et mesures du plan de prévention rédigé entre le service sécurité de la base et les entreprises extérieures seront strictement respectées.

Affichage obligatoire :

- Déclaration préalable.

- Listes et coordonnées de l'ensemble des acteurs

L'entreprise générale prévoit la mise en place de panneaux indicateurs à toutes les entrées du chantier ainsi que tous les panneaux d'affichage et pictogrammes réglementaires à savoir :

- chantier interdit au public

- interdiction de fumer

- port du casque et EPI obligatoire

## 3.2.5. Stationnements

Le stationnement des véhicules de chantier et du personnel se fera exclusivement dans les emprises dédiées aux stationnements et suivant le PIC défini.

Aucun stationnement "sauvage" même de courte durée ne sera toléré aux abords du chantier.

Seuls les véhicules d'entreprise seront permis d'accéder au site, aucun véhicule personnel ne sera autorisé.

## 3.2.6. Stockage

Les zones de stockage seront clairement identifiées sur le PIC et strictement respectées.

L'utilisation du DHOL est une obligation réglementaire.

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible.

Les zones d'entreposage respecteront les conditions de stockage prévues par le fabricant.

L'entrepreneur mentionnera dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joindra les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage devra être reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses seront définis par l'entrepreneur après concertation avec le Maître d'oeuvre et le Coordonnateur Sécurité ou seront imposés par ces derniers.

Le stockage et l'utilisation des substances explosives sur le chantier, à quelque fin que ce soit, sont interdits.

Les entreprises précisent leurs besoins en zones de stockage qu'elles entendent utiliser pendant la durée du chantier. Ces zones sont balisées et/ou clôturées.

La livraison du chantier est à la charge de chaque entreprise au fur et à mesure des besoins.

Pas de stockage en dehors des zones prévues par la MO. Interdire tout stockage au niveau des accès et issues de secours.

A préciser sur le PIC :

- zone de stockage à prévoir en amont
- zone à clôturer
- circulations dégagées à maintenir à l'intérieur
- consignes écrites au grutier pour ne pas encombrer les circulations
- zone de déchargement

### 3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Ceci comprend la fourniture des armoires et des réseaux de distribution de l'installation qui devront être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment les articles R.4215-3 à R.4215-17 du code du travail et de la Norme NFC 15100.

A la charge de l'entreprise générale.

#### 1) INSTALLATION ELECTRIQUE :

Les installations électriques provisoires de chantier doivent être conçues et réalisées conformément à la réglementation par les entreprises désignées.

Elles feront l'objet de vérifications réglementaires par un organisme de contrôle ayant un agrément ministériel (avant mise en service et périodiquement), à charge de l'entreprise désignée. Les rapports de vérification et registres de sécurité seront à la disposition du coordonnateur sécurité sur le chantier.

#### 1.1 - Installations de distribution de l'énergie électrique :

En fonction de la puissance demandée (les besoins en énergie par lot sont à fournir au Maître d'oeuvre).

A la charge de l'entreprise générale :

- La ligne électrique reliant le point d'alimentation et l'armoire générale de distribution sur le chantier pour les baraquements,
- La ligne électrique depuis le poste de transformation le plus proche, pour les engins de levage et autres appareils de chantier.
- La distribution nécessaire aux installations (cantonnements, etc.).
- La surveillance et l'entretien de ces installations.

A charge du Lot Electricité :

- Fournir, entretenir et alimenter les tableaux de distribution en nombre suffisant (coffrets prises de courant).
- La surveillance et l'entretien de ces installations.

Les coffrets de chantier seront montés sur pied ; ils seront munis de prises de courants 220 ou 380 volts au nombre de 4 minimum. Ces coffrets doivent conserver, après ouverture de la porte, un degré de protection IP 2X minimum (plastron en face avant).

Ils seront munis d'un bouton d'arrêt d'urgence facilement accessible.

Le nombre d'armoires électriques est calculé par niveau. Il est prévu pour alimenter normalement l'ensemble des entreprises présentes sur le chantier. Leur implantation doit permettre, en tout point du bâtiment et de ses abords, de ne pas être éloignée de plus de 25 m de l'une d'entre elles.

#### Tous corps d'états

Chaque entreprise doit utiliser du matériel conforme à la réglementation et désigner une personne chargée de son entretien.

Rallonges ..... Type H 07 RNF

Enrouleurs ..... Catégorie B NFC 61.720

Prises ..... Incassables - Protection IP 447

Baladeuse ..... NFC 71.008

Phare halogène ..... Norme NF avec grille de protection.

NB : Les enrouleurs doivent être de qualité professionnelle comportant un tambour en matériau isolant, une fiche de prise de courant non démontable IP 44.

Choisir et utiliser des cordons prolongateurs ou des enrouleurs dont la longueur des câbles est inférieure à 25m.

Si les corps d'états secondaires mettaient en place leur propre installation de chantier, les vérifications électriques des installations sont obligatoires. Ces entreprises devront transmettre au Coordonnateur SPS ainsi qu'à la Maîtrise d'oeuvre et d'ouvrage copie des rapports de vérifications.

## 1.2 - Installation d'éclairage :

Dans l'attente de la mise en oeuvre des installations d'éclairage définitif, l'entreprise d'électricité assurera la mise en oeuvre et la maintenance des installations d'éclairage provisoire par hublots étanches ou projecteurs en fonction des zones.

Il est précisé que l'éclairage d'appoint des postes de travail (niveau d'éclairement : 200 lux) reste à la charge de chaque entreprise.

Seront éclairés :

- Les cheminements et circulations extérieures et intérieures y compris base vie,
- Les locaux borgnes
- Les zones de stockage.

Il est rappelé que les installations provisoires d'éclairage doivent être conçues pour assurer en tout point les niveaux d'éclairement minimaux suivants :

- 10 lux : dans les zones et voies de circulations extérieures,
- 40 lux : dans les zones et voies de circulations intérieures,
- 60 lux : dans les escaliers, zones borgnes et zones de stockage et d'entreposage intérieurs.

## 2) - ROBINET DE PUISAGE :

A charge du Lot Plomberie , à partir du point de raccordement, mise en place de robinets de puisage pour les besoins du chantier (cantonnements et au droit de l'accès de chaque bâtiment).

### 3.2.8. Cantonnements et entretien

L'ensemble des cantonnements sont à mettre en place par l'entreprise du lot GO pour la durée TCE des travaux.

Sa capacité devra être prévue pour l'ensemble des personnels TCE du chantier.

Le nettoyage du cantonnement sera réalisé tous les jours pour respecter les règles d'hygiène.

L'entreprise devra être en mesure de justifier de ce nettoyage par un registre de pointage.

Locaux de vie et d'hygiène :

- installés pendant la période de préparation par le l'entreprise de GO.
- maintenus en place et entretenus pendant toute la durée du chantier par l'entreprise générale.
- sanitaires prévus pour l'effectif de chantier TCE (en tenant compte de l'évolution des effectifs) raccordé au réseau EU existant.
- salle de réunion y compris équipements individuels de protection destinés aux visiteurs (casques, lunettes, ...)
- bureau de chantier équipé et raccordé aux réseaux
- vestiaires et réfectoires équipés conformément à la réglementation
- magasins de stockage de petits matériels.

Aucun repas ne sera pris dans l'enceinte de la zone du chantier.

Pour rappel: l'entreprise générale ayant à sa charge l'installation des cantonnements est tenue de mettre à disposition de de l'ensemble des salariés une base vie de composition et de qualité conforme à la

réglementation:

Quantitativement, celle-ci doit notamment comprendre :

- des réfectoires : 1.25m<sup>2</sup>/personne
- des vestiaires : 1.25m<sup>2</sup>/personne
- des sanitaires : 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 personnes
- une douche pour 8 personnes
- un lavabo pour 10 personnes
- des bureaux en nombre suffisant,
- et tout autre module demandé par la maîtrise d'œuvre.

### 3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Les travaux devront être d'une parfaite propreté.

Le nettoyage concerne:

Les zones de stationnement intérieure au chantier et à la base de vie.

les zones de stockage.

les bennes sélectives à changer avant débordement pour éviter les stockages de gravois autour.

les zones de travaux

les cantonnements

La propreté du chantier est un élément important de SECURITE et de PRODUCTIVITE.

C'est pourquoi cette tâche, obligation des entreprises, sera particulièrement contrôlée par le Coordonnateur Sécurité.

Pour être efficace, la tâche propreté doit être accompagnée par une autre tâche très importante qui est celle de l'évacuation des déchets, gravois, emballages.

Cette évacuation doit être journalière dans les étages et réalisée par des moyens appropriés pour conserver à l'environnement l'état de propreté exigé (goulotte, sacs et seaux) à l'extérieur du bâtiment jusqu'aux bennes de chantier mises à disposition par l'entreprise désignée.

Chaque entreprise assurera le nettoyage de sa zone de travail.

L'évacuation des déchets spéciaux (peinture, colle, ...) est à charge de chaque intervenant concerné.

Nettoyage de la voirie extérieure dès que nécessaire.

L'entreprise désignée devra une aire de nettoyage pour les toupies de béton.

En cas de défaillance d'une entreprise, après rappel, le MOE pourra procéder, aux frais de l'entreprise défaillante, au nettoyage des zones concernées.

#### 3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateurs SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

#### 3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des conduites enterrées et aériennes,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion,

- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

L'emplacement de ces différentes installations ne devra à aucun moment empêcher l'accès aux pompiers ainsi qu'aux véhicules de secours pendant toute l'activité du chantier.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

### 3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE	ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE	Durée TCE des travaux
Accès	EXISTANTS	LE CAMP LE COCQ	Durée TCE des travaux
Circulations	EXISTANTES	LE CAMP LE COCQ	Durée TCE des travaux
Signalisation	ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE	ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE	Durée TCE des travaux
Stationnement	ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE	ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE	Durée TCE des travaux
Stockage	ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE	ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE	Durée TCE des travaux
Réseaux provisoires de chantier	ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE	ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE	Durée TCE des travaux
Coffret électrique général	LE CAMP LE COCQ	ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE	Durée TCE des travaux
Coffret divisionnaire et éclairage	ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE	ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE	Durée TCE des travaux
Cantonnement	ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE	ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE	Durée TCE des travaux
Infirmier de chantier	SO	SO	
Nettoyage hors cantonnement	ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE	ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE	Durée TCE des travaux
PIC	ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE	ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE	Durée TCE des travaux
Protections collectives	ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE	ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE	Durée TCE des travaux
Accès hauteur communs	ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE	ENTREPRISE DU LOT 3: G.O / S.O	Durée TCE des travaux
Déchets - Gravats	ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE	ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE	Durée TCE des travaux
Gestion du DHOL	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	Durée TCE des travaux
Robinet de puilage	ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE	ENTREPRISE DU LOT 2: G.O / TCE	Durée TCE des travaux

## 4. MESURES DE COORDINATION SPS

### 4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 PREPARATIO N		Lot 01 : Terrassement / VRD / Clôtures & portail	Collision, heurt Inhalation poussières Contact électrique direct ou indirect Multi danger Engins et matériels Contact électrique direct ou indirect Environnement naturel Bactéries, virus, parasites Rupture, effondrement Choc, coupure, piqûre Collision, heurt Déplacement de plain-pied Inhalation poussières Choc, coupure, piqûre Engins et matériels Rupture, effondrement Stabilité, renversement Contraintes météorologiques Engins et matériels Engins et matériels Engins et matériels Engins et matériels Voisinage Contact électrique direct ou indirect	. .  Fiche Réflexe  Heurts  DICT à faire  Débroussaillage: Port des EPI adaptés à la tâche Etudier le mode opératoire Mise en place d'un périmètre de sécurité analyse des produits et du contexte  pas de co-activité. attendre achèvement des démolitions et la mise en place des dispositifs de contreventement et étaie ment.. .  Nettoyage quotidien des zones de travail, de circulation et de stockage. Plan de circulation  Prévenir les risques d'ensevelissement, talutage conformément à l'étude de sol. Implantations des cheminements et pistes suffisamment distant des talus d'excavation. stabilité des talus  Circulations Engins . .  Maîtrise d'œuvre : Plate-forme stable et dégagée en périphérie des bâtiments .

<b>2 GROS OEUVRE / COUVERTURE</b>		Lot 02 : Gros OEuvre	Collision, heurt Déplacement de plain-pied Choc, coupure, piqûre Manutention manuelle Travail en hauteur Travaux à point chaud Chute d'objets, éclats Engins et matériels Inhalation poussières Collision, heurt Rupture, effondrement Choc, coupure, piqûre Travail en hauteur	.  pas de co-activité. attendre achèvement des démolitions et la mise en place des dispositifs de contreventement et étaielement.. . .
		Lot 02: Charpente bois / Couverture bac acier	Rupture, effondrement Travail en hauteur Travaux à point chaud Travail en hauteur Chute d'objets, éclats Travail en hauteur Engins et matériels Travail en hauteur Travail en hauteur Chute d'objets, éclats	Coordination entre GO, charpentier et couvreur Accès en toiture et protections collectives Respect des protections et de leurs maintiens. État d'ordre et de propreté permanent. Évacuation des palettes et déchets au fur et à mesure. . .  Respect des protections collectives . .
<b>3 SECOND OEUVRE / TCE</b>		Lot 02: Electricité / CF / Cf	Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Travail en hauteur Eclairage Contact électrique direct ou indirect	. . . . . . .  Électricité.
		Lot 02: Menuiseries Intérieures	Déplacement de plain-pied Stabilité, renversement Inhalation poussières Engins et matériels	. . . . . . .
		Lot 02: Mettallerie / Serrurerie	Stabilité, renversement Chute d'objets, éclats Contact électrique direct ou indirect Travail en hauteur	. . . . . . .
		Lot 02: Peintures	Déplacement de plain-pied Inhalation poussières Travail en hauteur	. . . . .

		Lot 02: Cloisons/ Doublages	Travail en hauteur Travail en hauteur Manutention manuelle Manutention manuelle Inhalation poussières Engins et matériels	.  .  TMS.  .  .
		Lot 02: Revêtements sols durs	Déplacement de plain-pied Stabilité, renversement Manutention manuelle Manutention manuelle Manutention manuelle Inhalation poussières Engins et matériels	.  .  .  TMS.  .  .  .
<b>4 ANTI INTRUSION</b>		Lot 03: Anti- intrusion & visio (SECPRO)	Contact électrique direct ou indirect Eclairage Travail en hauteur Déplacement de plain-pied Contact électrique direct ou indirect	Électricité.  .  .  .



## 4.2. Analyse de risques

### Séquence : 1 - PREPARATION

#### Lot 01 : Terrassement / VRD / Clôtures & portail

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Collision, heurt	Séparation des zones d'activité des engins de celles des ouvriers,	Respect du balisage
Inhalation poussières	Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières. Le cas échéant, il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation)	.
Contact électrique direct ou indirect	Intervention sous réseau: consigner et s'assurer de la consignation avant intervention. Intervention sur les tableaux sous tension, balisages des zones et signalétique de sécurité. Intervention par du personnel muni des habilitations appropriées.	
Multi danger	Lors des opérations de terrassement, la découverte de tout objet suspect, type obus, caisse ... entraînera l'arrêt immédiat de l'opération en cours, l'évacuation des personnels à proximité, la mise en place d'un périmètre de sécurité balisé. En cas de découverte d'un engin de guerre ou de suspicion de présence d'engin de guerre (matériel, équipement, arme, munitions, ), les consignes de la fiche reflexe de conduite à tenir en cas de découverte d'engins de guerre, seront appliquées. Les travaux ne reprendront qu'après autorisation écrite de la Maîtrise d'œuvre.	
Engins et matériels	Balisage des zones d'évolution des engins (chute d'objet et écrasement). Autorisation de conduite. Registre du véhicule avec vérification à jour. Camions avec avertisseurs de reculs obligatoire en cas de marche arrière.	Respecter le balisage des zones et de la planification. Pas d'intervention dans les zones à risques.
Contact électrique direct ou indirect	Aucune intervention de terrassement ne peut avoir lieu avant retours et analyse des DICT réalisation de sondages de reconnaissance des réseaux	.
Environnement naturel	Débroussaillage et abattage d'arbres/ chute de branches et d'arbres : . protections individuelles :- casques de sécurité- protection auditive- protège-face- pantalons munis de jambières- chaussures de sécurité . mise en place d'un périmètre de sécurité . ne pas entreprendre d'abattage lorsque les conditions météorologiques sont	Respect du périmètre de sécurité. Port des EPI

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	défavorables . étudier les conditions de chute de(s) arbre(s)	
Bactéries, virus, parasites	Curage des réseaux avant intervention Vaccination si nécessaire Baliser les zones d'intervention Locaux pollués Analyse spécifique et définition des mesures adaptées	.
Rupture, effondrement	Chantier clos pour éviter toute intrusion du public (accès interdit à toute personne étrangère au chantier). Voirie protégée (arrêtés d'interdiction de circulation ; dispositif d'arrosage pour éviter les poussières, ...) Contrôles divers (existence de réseaux surplombants la zone des travaux ou localisation souterraine)	éviter toute co-activité. dans le même secteur. attendre que les démolitions et évacuations des gravats soient terminés
Choc, coupure, piqûre	protéger les aciers en attente	.
Collision, heurt	Matérialisation de la zone de travaux et zone d'évolution des engins.  Guidage des transporteurs lors des manoeuvres, par du personnel au sol pour gérer les circulations piétonnes et véhicules ou engins.  Faire interdire à tout autre intervenant l'accès à la zone de travaux.  Les engins de chantier seront équipés d'avertisseur sonore de recul.	Ne pas s'approcher de la zone d'évolution des engins et camions et des zones de déchargement.  Port de vêtement à haute visibilité pour tous les intervenants.
Déplacement de plain-pied	Nettoyage quotidien des zones de travail, de circulation et de stockage.	.
Inhalation poussières	Réduction à la source des émissions de poussières (arrosage, aspirations, extraction) pour toutes phases de travaux.	
Choc, coupure, piqûre	Port des différents EPI adaptés aux tâches à réaliser.	
Engins et matériels	Bip de recul Gyrophare sur engin Planification des travaux Nettoyage des zones	.
Rupture, effondrement	Établissement d'un plan de terrassement pour vérification applications des préconisations du rapport géotechnique pour le recul des talus dans l'emprise foncière et préconisation des ouvrages avoisinants, éventuellement mise en place d'une géo-membrane pour limiter la chute de bloc . La plateforme doit prévoir une pente légère afin que les eaux de ruissellement en cas de pluie, s'évacuent naturellement vers l'extérieur et non dans l'excavation.	Respecter le balisage en place. Avant de travailler en pied de talus, l'entreprise devra s'assurer auprès du géotechnicien, du Maître d'oeuvre ou du CSPS qu'il n'y a pas de risque d'ensevelissement.
Stabilité, renversement	Talutage au-delà de 1,30 m de profondeur (ou blindage) Implantations des chemins de circulations et pistes suffisamment distants des tranchées. Passerelle sur tranchée	Respect des talutages et protections mises en place

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Protections collectives anti chute en rive des tranchées.	
Contraintes météorologiques	Préparation des zones d'exécution suivant la topologie du terrain (curage, nettoyage, ...). Déviation et continuité des écoulements dans les réseaux et caniveaux. Prévention des risques d'affouillement ou d'éboulement en cas d'intempéries (fortes pluies, orages, ...). Moyen d'évacuation ou de rétention des eaux de ruissellements. Signalisation des zones à risque (boue, chute de pierres, ...).	Respect des signalisations.
Engins et matériels	Séparation physique des accès piétons et engins. Stabilité de la zone d'évolution des engins (piste en dur). Nettoyage journalier des routes aux abords du chantier. Mise en place de toutes signalisations extérieures (Abord du bâtiment) et intérieures aux bâtiments, y compris accès public et chantier.	Obtenir et respecter le plan de circulation. PV du sol à obtenir.
Engins et matériels	"Les engins seront à jour de leurs vérifications périodiques. Les conducteurs posséderont une autorisation de conduite."	Sans co-activité avec les autres lots
Engins et matériels	Grue : Balisage des zones de levage Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges Mise en place d'un système d'interférence de grue et de zones interdites  Engins : Bip de recul Gyrophare sur engin Planification des travaux Nettoyage des zones Circulations piétons différentes des circulations engins.	Donner ses besoins quotidiens en levage Assurer le colisage et élingage des charges
Engins et matériels	Respect du plan de circulation des engins Donner le besoin en zone de stockage au maître d'œuvre Définir dans le PPSPS le moyen de levage Baliser la zone de levage	Maîtrise d'œuvre : Plate-forme stable et dégagée en périphérie des bâtiments
Engins et matériels	"Port du gilet rétro-réfléchissant et EPI tels que casque, chaussures de sécurité Baliser et neutraliser les zones d'évolution des engins et des zones de levage Tous les engins seront à jour des contrôles périodiques obligatoires et équipés de signal sonore de recul Nota: Les engins de terrassement utilisés pour du levage, même ponctuel auront satisfait aux contrôle périodique annuel «	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	engins de terrassement » d'une part et au contrôle périodique semestriel « engins de levage » d'autres part."	
Voisinage	L'ensemble des zones de travaux doivent être clôturé pour interdire l'accès au public et aux personnel des autres lots lors des travaux de VRD.	Ne pas intervenir dans les zones à risques.
Contact électrique direct ou indirect	Repérage préalable des réseaux et DICT à faire. Utilisation de matériel adapté au risque électrique. Signalisation, repérage et affichage si présence des réseaux enterrés. Progression des engins avec respect des affichages réglementaires. respect des consignes de sécurité quant à la présence de réseaux sous tension. Port des EPI.	Respect des consignes et affichages.

## Séquence : 2 - GROS OEUVRE / COUVERTURE

### Lot 02 : Gros OEuvre

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Collision, heurt	Matérialisation de la zone de travaux et zone d'évolution des engins.  Guidage des transporteurs lors des manoeuvres, par du personnel au sol pour gérer les circulations piétonnes et véhicules ou engins.  Faire interdire à tout autre intervenant l'accès à la zone de travaux.  Les engins de chantier seront équipés d'avertisseur sonore de recul.	Ne pas s'approcher de la zone d'évolution des engins et camions et des zones de déchargement.  Port de vêtement à haute visibilité pour tous les intervenants.
Déplacement de plain-pied	Nettoyage au fur et à mesure de vos postes de travail avec emport en bennes des chutes et déchets.  Les approvisionnements ne doivent pas présenter de gêne ou de risque lors des déplacements. Veiller à respecter les cheminements prévus pour le personnel.  Port de vêtements à haute visibilité.	Ne pas circuler si la zone est encombrée et présente un risque de chute de plain-pied.
Choc, coupure, piqûre	Port des différents EPI adaptés aux tâches à réaliser.	
Manutention manuelle	Respecter les gestes et postures ainsi que la charge admissible par personne.	Lors d'approvisionnement d'autres corps d'états, ne pas

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Privilégier les manutentions mécaniques pour l'intérieur (transpalette, diable...).</p> <p>Pour les approvisionnements conséquents, emploi d'engins de levage (grue mobile, manuscopic...).</p> <p>Guidage des manoeuvres avec le conducteur de l'engin et zone balisée à l'aplomb de ces levages.</p>	gêner la manutention et ne pénétrer dans les périmètres balisés ou matérialisés.
Travail en hauteur	<p>Art. R. 4323-63 – « Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme postes de travail. Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif ».</p> <p>Les entreprises utiliseront :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- P.I.R.L. (plateformes individuelles roulantes légères) conformes à la NFP 93-353,</li> <li>- P.I.R. (plateformes individuelles roulantes) conformes à la NFP 93-352,</li> <li>- Echafaudages roulants préfabriqués de faible hauteur conformes à la NFP 93-520.</li> </ul> <p>Au préalable de toute intervention en couverture, en planchers, s'assurer de présence des moyens d'accès dus par les corps d'états concernés et de la présence des protections collectives.</p>	<p>Ne pas circuler à l'aplomb des interventions des autres entreprises.</p> <p>Faire toute remontée d'information nécessaire et ne pas intervenir.</p>
Travaux à point chaud	Extincteur adapté et contrôlé sur poste de travail.	
Chute d'objets, éclats	Lors des travaux en hauteur matérialiser systématiquement une zone d'exclusion, à l'aplomb de vos travaux.	Respecter les matérialisations en place.
Engins et matériels	<p>Tous les engins employés dans le cadre de l'opération devront être à jour de leur VGP.</p> <p>Les utilisateurs devront être en possession de leur autorisation de conduite.</p> <p>Pour les grues mobiles et les nacelles, réception préalable des plateformes sur lesquelles seront positionnées les engins.</p>	Ne pas circuler ou intervenir à proximité d'un engin en mouvement.
Inhalation poussières	Réduction à la source des émissions de poussières (arrosage, aspirations, extraction) pour toutes phases de travaux : ponçage, meulage, découpe.... de matériaux générant de la poussière.	
Collision, heurt	Séparation des zones d'activité des engins de celles des ouvriers,	Respect du balisage

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Rupture, effondrement	Chantier clos pour éviter toute intrusion du public (accès interdit à toute personne étrangère au chantier). Voirie protégée (arrêtés d'interdiction de circulation ; dispositif d'arrosage pour éviter les poussières, ...) Contrôles divers (existence de réseaux surplombants la zone des travaux ou localisation souterraine)	éviter toute co-activité. dans le même secteur. attendre que les démolitions et évacuations des gravats soient terminés
Choc, coupure, piqure	protéger les aciers en attente lors de la phase de GO.	.
Travail en hauteur	Chute dans les trémies : Maintenir en place les protections collectives	

**Lot 02: Charpente bois / Couverture bac acier**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Rupture, effondrement	Coordination avec le GO : Toutes précautions seront prises lors du stockage du matériel sur la couverture (Prise au vent, surcharges, répartitions correctes, etc...)	
Travail en hauteur	Mise en place des protections collectives périphériques en rives de la toiture. Ces protections devront être maintenues en place jusqu'à la réception finale de la toiture et disparition du risque de chute. La hauteur des protections en égouts sera adaptée à la pente de la toiture et à la courbe de chute. En cas d'utilisation de filets en sous face de charpente : demander au charpentier les points d'accrochage possible des filets. Les filets de sous face ne pourront être enlevés, qu'après obturation et fermeture définitive de la toiture par les corps d'état concernés.	.
Travaux à point chaud	Extincteur adapté et contrôlé sur poste de travail.	
Travail en hauteur	Art. R. 4323-63 – « Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme postes de travail. Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif ».  Les entreprises utiliseront : - P.I.R.L. (plateformes individuelles roulantes légères) conformes à la NFP 93-353,	Ne pas circuler à l'aplomb des interventions des autres entreprises.  Faire toute remontée d'information nécessaire et ne pas intervenir.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- P.I.R. (plateformes individuelles roulantes) conformes à la NFP 93-352,</li> <li>- Echafaudages roulants préfabriqués de faible hauteur conformes à la NFP 93-520.</li> </ul> <p>Au préalable de toute intervention en couverture, s'assurer de la présence des protections collectives.</p>	
Chute d'objets, éclats	Matériaux stockés en toiture palettisés et attachés pour ne pas s'envoler.	.
Travail en hauteur	définir les modes opératoires pour garantir l'absence de chute de hauteur	.
Engins et matériels	Privilégier le recours à la grue afin de limiter le nombre d'équipement de levage. Mutualisation des équipements de levage avec les autres corps d'états dans le cadre d'une convention d'utilisation	.
Travail en hauteur	Respect des protections collectives installées par le lot GO ou mise en place d'une protection au moins équivalente.	
Travail en hauteur	Chute dans les trémies : Maintenir en place les protections collectives	
Chute d'objets, éclats	Balisage sous les zones de montage en pied de façade	Respect du balisage

### Séquence : 3 - SECOND OEUVRE / TCE

#### Lot 02: Electricité / CF / Cf

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Consignation du réseau existant Intervention par personnel habilité Balisage des zones d'intervention, neutralisation du passage à proximité Fermeture des armoires et coffrets électrique de l'installation de chantier	Respect du balisage et neutralisation Interdiction d'intervenir dans les coffrets si pas habilité
Contact électrique direct ou indirect	Dès l'installation électrique provisoire créée, une vérification de cette dernière est à prévoir (organisme ou une personne agréée à la charge de l'entreprise d'électricité). Cette vérification réglementaire doit obligatoirement faire l'objet d'un rapport écrit. Pas de travail sous tension. Vérifier l'absence de tension (PV de consignation...)	.
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Travail en hauteur	Art. R. 4323-63 – « Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme postes de travail. Toutefois, ces	Ne pas circuler à l'aplomb des interventions des autres entreprises.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif ».</p> <p>Les entreprises utiliseront :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- P.I.R.L. (plateformes individuelles roulantes légères) conformes à la NFP 93-353,</li> <li>- P.I.R. (plateformes individuelles roulantes) conformes à la NFP 93-352,</li> <li>- Echafaudages roulants préfabriqués de faible hauteur conformes à la NFP 93-520.</li> </ul> <p>Au préalable de toute intervention s'assurer de présence des moyens d'accès dus par les corps d'états concernés et de la présence des protections collectives.</p>	Faire toute remontée d'information nécessaire et ne pas intervenir.
Eclairage	Chaque poste de travail doit bénéficier d'un niveau d'éclairage suffisant. S'agissant de travaux en extérieur, si l'éclairage naturel ne suffit pas, l'entreprise doit assurer la mise en place d'appareils d'éclairage conformes aux normes de chantier. Ceux-ci sont à la charge de chaque entreprise.	.
Contact électrique direct ou indirect	Intervention sous réseau consigner et s'assurer de la consignation avant intervention. Intervention sur les tableaux sous tension, balisages des zones et signalétique de sécurité. Intervention par du personnel muni des habilitations appropriées.	Ne pas intervenir sur les zones en présence d'électricité.

**Lot 02: Menuiseries Intérieures**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Stabilité, renversement	Planification des approvisionnements : Utilisation des recettes du GO. Définition avec la maîtrise d'œuvre des zones de stockage par niveau.	.
Inhalation poussières	Les travaux générateurs de poussières du type détalonnage de portes ou autres rabotages pour des réglages de menuiseries devront avoir lieu si possible en dehors d'une zone fermée. Dans le cas contraire, la zone devra être correctement ventilée.	.
Engins et matériels	Privilégier le recours à la grue afin de limiter le nombre d'équipement de levage.	.



Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Mutualisation des équipements de levage avec les autres corps d'états dans le cadre d'une convention d'utilisation	

**Lot 02: Mettallerie / Serrurerie**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Stabilité, renversement	Demande d'une aire de stockage à la maîtrise d'œuvre	.
Chute d'objets, éclats	Balilage sous les zones de montage en pied de façade	Respect du balilage
Contact électrique direct ou indirect	Vérification de la protection en tête 30 MA. Outillages, rallonges conformes aux normes avec vérifications périodiques et inférieures à 25m.	.
Travail en hauteur	Art. R. 4323-63 – « Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme postes de travail. Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif ».  Les entreprises utiliseront : - P.I.R.L. (plateformes individuelles roulantes légères) conformes à la NFP 93-353, - P.I.R. (plateformes individuelles roulantes) conformes à la NFP 93-352, - Echafaudages roulants préfabriqués de faible hauteur conformes à la NFP 93-520.  Au préalable de toute intervention s'assurer de présence des moyens d'accès dus par les corps d'états concernés et de la présence des protections collectives.	Ne pas circuler à l'aplomb des interventions des autres entreprises.  Faire toute remontée d'information nécessaire et ne pas intervenir.

**Lot 02: Peintures**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement	Pas de travaux en coactivité. Pas de stockage dans les circulations.
Inhalation poussières	Le ponçage fin des supports s'effectuera au moyen de ponceuses équipées d'un système d'aspiration à la source.	.
Travail en hauteur	Art. R. 4323-63 – « Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme postes de travail. Toutefois, ces	Ne pas circuler à l'aplomb des interventions des autres entreprises.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif ».</p> <p>Les entreprises utiliseront :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- P.I.R.L. (plateformes individuelles roulantes légères) conformes à la NFP 93-353,</li> <li>- P.I.R. (plateformes individuelles roulantes) conformes à la NFP 93-352,</li> <li>- Echafaudages roulants préfabriqués de faible hauteur conformes à la NFP 93-520.</li> </ul> <p>Au préalable de toute intervention s'assurer de présence des moyens d'accès dus par les corps d'états concernés et de la présence des protections collectives.</p>	<p>Faire toute remontée d'information nécessaire et ne pas intervenir.</p>

**Lot 02: Cloisons/Doublages**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	<p>Chute dans les trémies :</p> <p>Maintenir en place les protections collectives</p>	<p>Si escalier posé ultérieurement : Lot GO, Les trémies d'escalier sont protégées horizontalement par un système laissant un passage. Cette protection est démontable, pour permettre les approvisionnements à l'étage. Cette installation est faite de façon à ce que le doublage puisse être posé sans démontage.</p>
Travail en hauteur	<p>Art. R. 4323-63 – « Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme postes de travail. Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif ».</p> <p>Les entreprises utiliseront :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- P.I.R.L. (plateformes individuelles roulantes légères) conformes à la NFP 93-353,</li> <li>- P.I.R. (plateformes individuelles roulantes) conformes à la NFP 93-352,</li> <li>- Echafaudages roulants préfabriqués de faible hauteur conformes à la NFP 93-520.</li> </ul>	<p>Ne pas circuler à l'aplomb des interventions des autres entreprises.</p> <p>Faire toute remontée d'information nécessaire et ne pas intervenir.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Au préalable de toute intervention s'assurer de présence des moyens d'accès dus par les corps d'états concernés et de la présence des protections collectives.	
Manutention manuelle	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement et évacuation journalière. Poser les plaques à plusieurs personnes ou à l'aide d'un lève plaques.	.
Manutention manuelle	Évaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle. Privilégié la manutention mécanique.	.
Inhalation poussières	Les entreprises produisant des poussières de quelque nature que ce soit doivent impérativement tenter de limiter les émissions dans l'ambiance pour des systèmes de captation situés au plus près de la source. Pour compléter ce dispositif, prévoir une aération des pièces lors de la création de poussière.	.
Engins et matériels	Privilégier le recours à la grue afin de limiter le nombre d'équipement de levage. Mutualisation des équipements de levage avec les autres corps d'états dans le cadre d'une convention d'utilisation	.

**Lot 02: Revêtements sols durs**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Stabilité, renversement	Planification des approvisionnements : Utilisation des recettes du GO. Définition avec la maîtrise d'œuvre des zones de stockage par niveau.	.
Manutention manuelle	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement et évacuation journalière. Poser les plaques à plusieurs personnes ou à l'aide d'un lève plaques.	.
Manutention manuelle	Évaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle. Privilégier la manutention mécanique.	.
Manutention manuelle	Approvisionnement à la grue mobile ou tout autre moyen de manutention mécanique.	.
Inhalation poussières	Les entreprises produisant des poussières de quelque nature que ce soit doivent	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	impérativement tenter de limiter les émissions dans l'ambiance pour des systèmes de captation situés au plus près de la source. Pour compléter ce dispositif, prévoir une aération des pièces lors de la création de poussière.	
Engins et matériels	Privilégier le recours à la grue afin de limiter le nombre d'équipement de levage. Mutualisation des équipements de levage avec les autres corps d'états dans le cadre d'une convention d'utilisation	.

#### Séquence : 4 - ANTI INTRUSION

##### Lot 03: Anti-intrusion & visio (SECPRO)

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Intervention sous réseau consigner et s'assurer de la consignation avant intervention. Intervention sur les tableaux sous tension, balisages des zones et signalétique de sécurité. Intervention par du personnel muni des habilitations appropriées.	Ne pas intervenir sur les zones en présence d'électricité.
Eclairage	Chaque poste de travail doit bénéficier d'un niveau d'éclairage suffisant. S'agissant de travaux en extérieur, si l'éclairage naturel ne suffit pas, l'entreprise doit assurer la mise en place d'appareils d'éclairage conformes aux normes de chantier. Ceux-ci sont à la charge de chaque entreprise.	.
Travail en hauteur	Art. R. 4323-63 – « Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme postes de travail. Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif ».  Les entreprises utiliseront : - P.I.R.L. (plateformes individuelles roulantes légères) conformes à la NFP 93-353, - P.I.R. (plateformes individuelles roulantes) conformes à la NFP 93-352, - Echafaudages roulants préfabriqués de faible hauteur conformes à la NFP 93-520.  Au préalable de toute intervention s'assurer de présence des moyens d'accès dus par les corps d'états concernés et de la présence des protections collectives.	Ne pas circuler à l'aplomb des interventions des autres entreprises.  Faire toute remontée d'information nécessaire et ne pas intervenir.
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées.	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	
Contact électrique direct ou indirect	Consignation du réseau existant Intervention par personnel habilité Balisage des zones d'intervention, neutralisation du passage à proximité Fermeture des armoires et coffrets électrique de l'installation de chantier	Respect du balisage et neutralisation Interdiction d'intervenir dans les coffrets si pas habilité

## 4.3. Co-activités et protections collectives

### 4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

**Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés et de l'ensemble des intervenants du chantier.**

De façon générale, tout personnel mettant en oeuvre des protections collectives sera équipé des EPI nécessaires à la protection contre les chutes de hauteur (harnais avec longes, stop-chute..., point d'ancrage normalisé etc.....) ou depuis une nacelle.

Chaque entreprise réalisant un ouvrage générant un risque, aura à sa charge, la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives provisoires pendant toute la durée du chantier ou jusqu'à la disparition du risque. Les protections collectives mises en place par l'entreprise pour réaliser ses travaux, devront rester en place pour les entreprises amenées à lui succéder, tant que le risque subsiste.

L'ensemble des protections collectives mises en oeuvre par l'entreprise sur le chantier devra être décrit dans son PPSPS.

Les protections collectives devront être conçues et réalisées pour répondre aux principes généraux suivants :

- Etre toujours mises en oeuvre préalablement à l'apparition du risque,
- Etre adaptées et suffisantes pour permettre, **en toute sécurité et sans démontage**, la réalisation de l'ensemble des travaux de l'entrepreneur, de ses sous-traitants ou des entreprises appelées à lui succéder sur la partie d'ouvrage considérée.

Les sécurités collectives concernent notamment (liste non exhaustive) :

#### **Pour le lot Terrassement :**

L'entreprise:

- Propose une méthodologie d'exécution de ces travaux sur la base d'étude géotechnique, qu'elle fait valider avant intervention, par le Maître d'œuvre pour maîtriser les risques liés aux effondrement et chute des matériaux.
- Missionne un BET d'étude de sol chargé de suivre en cours de travaux, les prescriptions de l'étude géotechnique initiale notamment en terme de phasage et dispositions à mettre en œuvre visant à assurer la stabilité des talus, et des avoisinants existants.
- Etablit un plan de blindage et/ou de soutènement sur la base de l'expertise technique.
- Organise l'évacuation des déblais, de façon à ne pas créer de surcharge en bord de fouille et d'organiser le phasage des travaux pour limiter les risques liés à la présence et aux déplacements d'engins (pelle, opérations de remblaiement, compactage, approvisionnement...).
- Aménage des accès en sécurité en pied de talus et maintient une zone dédiée à la circulation des salariés.
- Assure la protection contre les chutes autour des fouilles et en tête de talus. La rubalise n'est pas autorisée en mesures de prévention contre le risque de chute.
- Assure la réalisation de DICT et l'attente des retours de l'ensemble des concessionnaires avant de débiter

ses travaux.

**Pour le lot Voirie – Réseaux divers :**

- la protection contre les chutes autour des fouilles, tranchées, regards, chambres en sol. La rubalise n'est pas autorisée en mesures de prévention contre le risque de chute.
- les piquets et tiges métalliques devront être protégés en tête,
- la réalisation des chaussées provisoires pour les besoins de chantier et leurs entretiens.

**Pour le lot Gros-oeuvre :**

- la protection contre les chutes autour des fouilles pour les terrassements secondaires,
- la protection contre les blessures térrébrantes (les aciers en attente ne devront pas présenter de risques d'empalement),
- la protection contre les chutes d'objets à l'aplomb de l'entrée de bâtiment par auvent ou passage couverts,
- la protection périphérique lors des élévations de façades, suivant réglementation de septembre 2004 (garde-corps complet avec plinthe basse ou cadre avec filet),
- la mise en place des escaliers à l'avancement ,
- la protection contre les chutes de hauteur au niveau des accès et des escaliers, des gaines et des trémies, des planchers, des réservations diverses, etc.... Pour les réservations en sol, le treillis soudé sera découpé dans un deuxième temps.
- la protection par garde-corps adaptés **ne nécessitant pas de démontage pour la pose des menuiseries extérieures** sur les ouvertures en façades n'ayant pas d'allèges ou si l'allège est inférieure à 1,00m,
- la protection par garde-corps enfichables sur acrotères, en périphérie des terrasses et **permettant la réalisation des étanchéités sans démontage.**
- la mise en place des protections collectives anti chute en égouts et en pignons de l'ensemble des toitures.
- l'utilisation d'un échafaudage ou PIR pour l'installation des éléments de la charpente depuis la dalle.
- la mise en place de filets sur les garde corps périphériques à la toiture et en sous face de la charpente.

**Pour le lot TCE:**

- la mise en place à l'avancement de l'éclairage provisoire de chantier dans les circulations horizontales et verticales,
- la mise en place à l'avancement des coffrets électriques de chantier dans les étages. Coffrets devant être maintenus fermés (serrure ou cadenas).

Cependant, une protection collective ne pourra être déposée que dans les cas suivants :

- Disparition du risque liée à l'avancement des travaux,
- La protection collective définitive de l'ouvrage est mise en place, et elle est suffisante pour les travaux qui restent à réaliser,
- Un autre dispositif provisoire d'une efficacité au moins équivalente sera mis en oeuvre. Dans ce cas, une procédure devra être établie dans le PPSPS par l'entreprise concernée.

L'entreprise qui, pour son intervention, devra déplacer un dispositif de sécurité collectif, aura l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise pour son intervention personnelle (échafaudages, filets de protection, etc.) ne pourront être déplacés ou modifiés que par cette dernière.

Au cas où un entrepreneur ne remettrait pas en place les dispositifs de sécurité, le MOE désignera une entreprise qui aura obligation de le faire après constat du coordonnateur Sécurité/Santé et/ou du maître d'ouvrage ou maître d'oeuvre, aux frais de l'entrepreneur responsable.

**Dispositions exceptionnelles dans le cas de difficultés :**

Tout corps d'état, dont l'intervention nécessite l'enlèvement des protections mises en place par le lot désigné au chapitre ci-avant, doit prévoir un équipement de remplacement adapté à la réalisation de ses travaux et garantissant une protection collective aussi efficace. Dans ce cas il lui appartiendra d'en assurer la maintenance jusqu'à la fin de ses travaux. Une procédure devra être établie dans le PPSPS par l'entreprise

qui entre dans ce cas. Enfin, si nécessaire, les protections initiales seront remises en place à la fin de cette intervention ; l'objectif étant d'assurer la continuité de la protection collective.

Par ailleurs, il est utile de préciser les points suivants :

- Les ouvertures dans l'ouvrage en cours d'exécution, qui ne sont pas solidement obturées, devront comporter des garde-corps.
- Pose, à l'avancement, de garde-corps provisoires en périphérie des planchers, en rives de couvertures..... La position des garde-corps devra tenir compte de l'emplacement des équipements définitifs (menuiseries extérieures...).

Dès que possible :

- Les réservations devront être rebouchées
- Les éléments définitifs de protections devront être mis en place (garde-corps, escaliers, , etc.)
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux devra donc être mise en place. L'entreprise devra définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle mettra en place
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur aura à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections seront maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS sera informé des compléments ou modifications ainsi apportées avant toute intervention sur le site.
- Priorité sera donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage devront être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information sera faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives sera identifié et exclusivement réservé à cet usage. (Couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précisera le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle devra passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

**Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, devra s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux.**

**Si tel n'est pas le cas, il aura à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.**

Les modifications devront être soumises au Coordonnateur et feront l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

NOTA : Toutes utilisations de matériels pour travaux en hauteur, non conformes et non totalement sécurisés, seront passibles d'une demande d'arrêt immédiat des travaux par le Coordonnateur

#### **4.3.2. Déplacement de protection collective**

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

#### **4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise**

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Seul le Maître d'Ouvrage à pouvoir de décision en cas de carence constatée d'une entreprise. est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Seul le Maître d'Ouvrage à pouvoir de décision en cas de carence constatée d'une entreprise. qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

#### **4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles**

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . . ).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

### **4.4. Equipement de levage**

Sans objet

#### **4.4.1. Autorisation de survol**

Sans objet

#### **4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention**

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

### **4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site**

#### **4.5.1. Approvisionnements et stockage**

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.



L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

#### **4.5.2. Travaux superposés**

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

#### **4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux**

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

#### **4.5.4. Protection contre le bruit**

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

#### **4.5.5. Protection contre l'incendie**

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

#### **4.5.6. Travaux en hauteur**

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra

préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

#### 4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>

- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,

- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

#### 4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

L'entrepreneur détient sur le chantier une photocopie des titres d'habilitation et la liste nominative du personnel autorisé à :

conduire les engins de chantier y compris les appareils de levage,  
conduire les chariots automoteurs de manutention,  
utiliser l'outillage ou les machines dangereuses (pistolet de scellement, tronçonneuse, etc.),  
travailler sur les installations électriques (habilitations électriques),  
monter, modifier, démonter et vérifier les échafaudages,  
assurer la maintenance et l'entretien des équipements de travail et installations,  
assurer la vérification et contrôle des équipements de protection individuelle

Les autorisations délivrées ne sont reconnues valables que dans la mesure où les préposés à ces vérifications disposent réellement des aptitudes techniques et médicales nécessaires.

L'entrepreneur transmet ces pièces au coordonnateur SPS sur sa demande. Un dossier complet de l'ensemble de ces documents sera déposé dans le bureau de chantier par chaque entrepreneur et sous traitant.

Les livraisons et déplacement d'engins seront réalisés sous le contrôle du chef de chantier de l'entreprise présent sur site équipé d'un gilet classe 2 minimum.

## **4.6. Moyens communs**

### **4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur**

**Sans Objet.**

**Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.  
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.**

### **4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier**

**Sans Objet.**

**Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.  
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.**

### **4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels**

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

### **4.6.4. Protection des accès – Auvents**

Sans objet

## **4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets**

L'entreprise de GO devra mettre à disposition des bennes et leurs renouvellements réguliers jusqu'à la réception des travaux.

## 5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

### 5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

### 5.2. Nettoyage

#### Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

#### Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

### 5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

#### 5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

L'entreprise de GO est responsable de l'évacuation des déchets.

Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

### **5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés**

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

### **5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise**

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

## 6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

### Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

#### 6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - DT/DR : N° dans DCE.  
L'utilisation du formulaire DT est obligatoire depuis le 1er juillet 2012.  
La Déclaration de projet de Travaux a pour objet :
  - de vérifier, lors de l'élaboration d'un projet, sa compatibilité avec les réseaux existants ;
  - de connaître les recommandations techniques de sécurité qui devront être appliquées lors des travaux et après ces travaux ;
  - d'identifier le cas échéant la nécessité d'effectuer des investigations complémentaires sur la localisation précise des réseaux ;
  - de prévoir des clauses techniques et financières particulières dans le marché de travaux.La DT/DR est un formulaire Cerfa obligatoire qui doit être renseigné par le responsable du projet de travaux (maîtrise d'ouvrage ou délégué) qui envisage de réaliser des travaux à proximité de réseaux publics, privés, aériens, souterrains ou subaquatiques. Pour un même projet, le responsable du projet établit autant de DT que d'exploitants concernés. Le formulaire Cerfa DT est mis à disposition de la maîtrise d'ouvrage et des collectivités locales afin d'informer les exploitants de réseaux et concessionnaires d'ouvrage de futurs projets de travaux.  
La maîtrise d'ouvrage fournit au CSPS et aux entreprises, l'ensemble des résultats de ces démarches.  
Déclarations particulières :  
A établir préalablement aux travaux par chaque intervenant et transmettre les résultats au CSPS :
  - Selon la nature de l'intervention,
  - Selon la nature de la déclaration
  - Selon la qualité de l'intervenantAuprès des organismes concernés et obtenir les renseignements auprès de la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage (numéro DT),  
Exemple :
  - DICT à établir par l'entreprise auprès des compagnies concessionnaires
  - Travaux de nuit : Demande à établir par l'entreprise auprès de l'inspection du travail. (Selon code du travail)Les entreprises transmettent au CSPS, l'ensemble des résultats de ces démarches.  
Avant tout début de son intervention sur le domaine privé :  
La maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et les entreprises doivent obtenir du propriétaire des lieux ou de l'exploitant l'implantation des réseaux. A défaut il procède à des sondages par des travaux manuels en remplacement des travaux mécaniques selon prescriptions réglementaires (ou du fait des concessionnaires).  
La maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et les entreprises fournissent au CSPS, l'ensemble des résultats de ces démarches.  
Présence de réseaux enterrés existants définis : (plans dans DCE)  
Suite aux éléments de réponse de la DT et ou des renseignements de l'exploitant (domaine privé), la maîtrise d'ouvrage doit réaliser un repérage sur le chantier des différents réseaux.  
Avant tout début de son intervention sur le domaine public et/ou privée, l'entreprise doit obtenir et prendre en compte :
  - les réponses des concessionnaires aux D.I.C.T, dont copie est transmise à la maîtrise d'œuvre et au CSPS,
  - l'état des ouvrages et réseaux existants figurant sur les dossiers de recollement tant sur le

domaine public que privé.

- l'adéquation entre le repérage sur le chantier (maitrise d'ouvrage : DT) et les réponses aux DICT(s).

L'entreprise définit alors avec l'ensemble des concessionnaires les dispositions afférentes à la protection et à la conservation des ouvrages et réseaux relevés, ou à leur dévoiement provisoire ou définitif. Un procès-verbal de neutralisation ou un document fixant les modalités de conservation des réseaux doit être établi pour chacun de ces derniers et transmis par l'entreprise à la maitrise d'ouvrage, à la maitrise d'œuvre et au coordonnateur SPS avant le démarrage effectifs des travaux.

L'entreprise doit prendre en compte les informations telles que le tracer et l'altimétrie des réseaux, ainsi que les prescriptions techniques en matière de sécurité, notamment pour tous les travaux au voisinage de réseaux :

- respecter les périmètres de sécurité,
- recourir à des travaux manuels en remplacement des travaux mécaniques selon prescriptions réglementaires (ou du fait des concessionnaires).

Présence de réseaux enterrés existants non définis :

Au cas où des réseaux enterrés soient découverts en phase de terrassement (fouilles ou tranchées), il y aura lieu d'interrompre les travaux, de neutraliser et baliser la zone pour éloigner toute personne du risque potentiel. L'entreprise en informe aussitôt la matrice d'œuvre qui décide en accord avec les concessionnaires, de la suite à donner au traitement de ces réseaux (suppression, conservation, dévoiement ...).

Aériens :

L'entreprise apporte, avant d'intervenir, une attention particulière aux différents réseaux aériens (EDF, FT ou autre) afin de prendre les dispositions visant à éviter toute interférence ou action préjudiciable sur l'intégrité de ces réseaux.

Notamment : pour les travaux nécessitant des grutages ou des interventions du personnel en élévation pour lesquelles il y aura lieu de respecter des distances de sécurité, un périmètre de survol ou des prescriptions spécifiques de sécurité (réglementaire, ou relevant de procédures des concessionnaires)

De même, l'entreprise effectue une reconnaissance préalable de l'ensemble des ouvrages susceptibles d'interférer avec son activité et nécessitant de sa part une analyse de risque et la mise en œuvre de mesure et procédure visant à éviter toute interférence.

C'est le cas par exemple pour l'interférence entre la grue et les ouvrages en hauteur ou impactant l'espace aérien (immeuble, pylône, aéroport, ...).

Par ailleurs, en cas d'interférence inopinée, L'entreprise doit prendre toute disposition pour faire cesser l'interférence et le risque engendré. Cette disposition s'applique notamment en cas d'incendie, ou il est donné priorité aux services de secours pouvant intervenir en hauteur (façade d'immeuble ...).

Arrêtes de voirie et d'occupation de sols à obtenir et à communiquer au CSPS.

Travaux en site naturel :

Mise en place de moyens pour lutter contre le risque incendie : réserves d'eau, répartition de points d'eau en périphérie du chantier....

Voies publiques ou privées :

Sauf accord particulier préalable, aucun stationnement de véhicules de livraisons ou d'engins de chantier n'est toléré sur les voies publiques ou privées situées aux abords du chantier.

sauf dispositions particulières, l'entrepreneur fait son affaire des démarches administratives auprès des gestionnaires des voiries en cas de nécessité de modifications des règles de circulation situées aux abords du chantier, à savoir notamment :

Obtention auprès du gestionnaire de la voirie concernée de l'arrêté d'occupation temporaire du domaine public, et de l'arrêté de circulation.

Installation du balisage et de la signalisation temporaire suivant arrêté et entretien pendant toute la durée des travaux. En cas de fortes intempéries et de brouillard, la signalisation des chantiers sera renforcée par une signalisation lumineuse permanente réglementaire, en accord avec le gestionnaire de voirie.

Les sorties de chantier, sur voies publiques, feront l'objet d'un nettoyage régulier par

l'entrepreneur du lot Terrassement puis GO. Mise en œuvre si nécessaire d'une aire de nettoyage avec fosse de décantation à chaque sortie.

#### Réseaux enterrés ou aériens

Dans les formes et délais prescrits par la réglementation, l'entrepreneur établit une DICT (déclaration d'intention de commencement de travaux) à tous les concessionnaires de réseaux susceptibles d'être concernés par les travaux de l'entrepreneur. (Une liste des concessionnaires est jointe à titre indicatif au Chapitre I).

Outre les prescriptions réglementaires, les mesures particulières définies en concertation avec les concessionnaires pour le travail au voisinage des différents réseaux sont précisées dans le PPSPS de l'entrepreneur.

Toutefois, les dispositions minimales suivantes doivent systématiquement être mises en œuvre par l'entrepreneur :

Balisage par panneaux de tous les réseaux aériens ou souterrains se trouvant au droit des zones de travaux. Ces panneaux devront mentionner la nature du réseau concerné.

Si le passage sous des lignes électriques est absolument nécessaire, des gabarits de signalisation seront mis en œuvre de part et d'autre de ces lignes.

Si le passage d'engins de chantier sur un réseau enterré est inévitable, les moyens nécessaires seront mis en œuvre pour guider les circulations sur les zones protégées (protection à définir en concertation avec le concessionnaire).

Mesures réglementaires d'information ou de formation du personnel appelé à travailler à proximité de l'ouvrage en service, ainsi que les mesures de surveillance adaptées.

Une attestation de consignation doit être établie par l'exploitant ou le concessionnaire et remise à l'entreprise concernée avant le début des travaux.

#### **Découverte d'engins de guerre explosifs non déminés**

La découverte d'engins explosifs de guerre ou non ne doit pas être exclue.

L'entrepreneur devra en informer le personnel et attirer son attention sur les risques inhérents aux engins de guerre non explosés qui pourraient être découverts notamment, lors des travaux de terrassements, ou de pose de réseaux enterrés.

**En cas de découverte d'un engin de guerre ou de suspicion de présence d'engin de guerre (matériel, équipement, arme, munitions,), les consignes de la fiche réflexe de conduite à tenir en cas de découverte d'engins de guerre, seront appliquées. Cette fiche sera commentée à l'ensemble des intervenants et afficher dans les cantonnements.**

L'entrepreneur avertira, dans les meilleurs délais, le MOA et le coordonnateur sécurité.

- Demandes d'arrêtés - A charge des entreprises concernées pour toute occupation du domaine privé et en concertation avec la base.
- Autorisations concessionnaires - A la charge si nécessaire de l'entreprise concernée.

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitance) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou



des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

La réglementation anti-endommagement (AIPR) concerne autant les travaux en zone publiques que privées.

## 6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

### Plan d'exposition au bruit / contraintes acoustiques :

La réglementation en vigueur sera à prendre en compte.

Les horaires concernant les travaux les plus bruyant (BRH) seront définies d'un commun accord avec l'exploitant de la base.

### Zones d'effets pyrotechniques :

En cas de découverte d'un engin de guerre ou de suspicion de présence d'engin de guerre (matériel, équipement, arme, munitions...), les consignes de la fiche réflexe de conduite à tenir en cas de découverte d'engins de guerre, seront appliquées.

## 6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Pas d'informations à ce jour

## 6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Le chargé de prévention de la base pourra réaliser et imposer un plan de prévention pour la circulation et déplacement dans la base et à l'extérieur du chantier.

## 6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage

les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

Le permis de feu est prévu pour encadrer toutes les opérations susceptibles de générer des points chauds d'une manière générale. Lorsque des travaux par points chauds concernent un poste permanent (poste fixe de soudure par exemple), le permis de feu n'est pas nécessaire, la maîtrise des sources d'inflammation étant déjà effectuée dans l'évaluation des risques du poste de travail. (extrait document INRS).

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS)...) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de

l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en oeuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

Nous demandons aux entreprises de se référer au document INRS ED6030 et notamment aux pages 11 à 14 définissant l'ensemble des démarches et comportant aussi un exemple de permis de feu.

## **6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages**

La circulation et les risques interférents à l'intérieur de la base mais en extérieur de l'emprise close du chantier sont régis sous plan de prévention.

## **6.7. Cas particulier**

(Sans objet)

## 7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

### **Mesures de secours de prévenance du personnel compétant du Quartier LE COCQ :**

Le titulaire du marché est informé qu'en cas d'accident d'un personnel de l'organisme utilisateur du Ministère des Armées, les personnes suivantes sont à prévenir immédiatement:

-- le service général – poste d'accueil du camp pour orienter les services de secours : **0494178555**

**Le PAF guidera les secours jusqu'au chantier.**

### 7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous.**

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé).** L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

### 7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

### 7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

### 7.4. Procédure d'organisation des secours

Dans les locaux de la base vie, le lot en charge des installations de chantier (baraquements) mettra en place des affiches d'appel des premiers secours.

Téléphoner au 18 POMPIERS (depuis un poste fixe) ou 112 (depuis un mobile).

Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent.

Le transport des accidentés et malades graves est assuré par les services de secours.

### 7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

### 7.6. Point de rencontre secours

A installer à l'entrée du chantier et en concertation avec le service sécurité de la base.

## 7.7. Modèle de fiche de secours

### **EN CAS D'ACCIDENT**

#### **Appelez les Pompiers**



**18 ou 112**

et dites :

#### **1. ICI CHANTIER : Création d'un magasin munitions régimentaire**

Adresse : QUARTIER LECOCQ 83600 FREJUS

#### **2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :**

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

#### **3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

#### **4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.**

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

A installer à l'entrée du chantier et en concertation avec le service sécurité de la base.

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**

## **ANNEXES AU P.G.C.**

### **Liste des pièces jointes au P.G.C.**

- Annexe\_SCALP
- Annexe\_Presence\_Silice
- DHOL V0